

2 Politique

**Mesures prioritaires des 100 jours du Gouvernement
Plus que 25 jours !**

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le 13 octobre dernier, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, annonçait les mesures prioritaires des 100 jours de son gouvernement. Une feuille de route qu'il avait lui-même jugé ambitieuse, la mission principale de son équipe étant de « faire montre d'efficacité, d'innovation et de créativité pour apporter des réponses appropriées aux difficultés économiques du moment ». C'est donc avec impatience que 75 jours après ces promesses, tous les Gabonais attendent le bilan détaillé de ce qui a été réalisé. Ce d'autant plus que certains ne cachaient pas leur scepticisme au départ.



Photo : Bandoma

Le chef du gouvernement, Issoze Ngondet.



Photo : FIKOM

Les stades d'Oyem...

L'ENGAGEMENT du gouvernement, à travers la promesse de son premier responsable, Emmanuel Issoze Ngondet, à accoucher sur 100 jours des mesures prioritaires, a aujourd'hui moins d'un mois (25 jours), pour se réaliser. Autrement dit, plus de la moitié du temps imparti a été consommé. Cette initiative, faut-il le rappeler, avait pour objectif de booster l'action de la nouvelle équipe gouvernementale afin qu'elle fasse montre « d'efficacité, d'innovation et de créativité pour apporter des réponses appropriées aux difficultés économiques du moment ». Des mesures portant sur trois volets: politique, économique et social. Le chef du gouvernement, on s'en souvient, avait martelé son engagement d'aller au bout de ses promesses. Même s'il avait relevé un « contexte économique diffi-

cile » marqué par le ralentissement de la croissance du PIB, la hausse du déficit du compte courant et celle constante de la dette publique, la stagnation des investissements directs étrangers (IDE) et la diminution significative des ressources budgétaires. Mettant l'accent sur certaines urgences liées aux concertations avec les acteurs politiques sur le dialogue national à venir, l'application de la loi sur la décentralisation, l'achèvement des stades de Port-Gentil, d'Oyem, de l'Hôpital Jeanne Ebori, la mise en application de la loi sur le nouveau Code de la

Communication, la loi de finances 2017 et le relèvement du budget. Retour sur les principales promesses du nouveau gouvernement. Dans cette optique, l'échéance de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football approchant inexorablement, l'on peut déjà dire que l'engagement de livrer les stades va sans nul doute être tenu. Les ouvrages de Port-Gentil et d'Oyem sont en effet terminés à plus de 90%. Les délais de ce rendez-vous sportif continental seront donc tenus. Des avancées dans le domaine des infrastructures sont perceptibles.



Photo : F.B.E.M

La question des logements sociaux reste entière.



Photo : DR

...et de Port-Gentil sont presque prêts pour accueillir la Can 2017.

Tout comme, sur les plans diplomatique et politique, des satisfactions sont notables. Il s'agit tout d'abord de la ratification de l'Accord de Paris sur le climat (COP21), lors du sommet de Marrakech, au Maroc. Ensuite, sous la houlette du natif de Makokou, des consultations ont lieu avec plusieurs acteurs politiques dans le cadre du dialogue national sans tabou, initié par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Même si un élargissement aux autres forces vives de la Nation est ardemment réclamé. Depuis près d'un mois, les responsables des partis politiques, autant de l'opposi-

tion que la majorité au pouvoir, défilent à l'immeuble du 2-Décembre où ils échangent avec le locataire et le ministre en charge de ce dossier sur le dialogue, Me Francis Nkea. Par contre, en ce qui concerne l'adoption des décrets d'application de la loi sur la Décentralisation et l'organisation de la police de proximité, il va falloir attendre. Car, de ce côté-là, les choses donnent l'impression de ne pas bouger. Sur l'action économique, il était prévu, en termes d'actions immédiates, outre le financement des chantiers de la CAN 2017, l'assouplissement de la mesure d'in-

terdiction des importations de véhicules d'occasion, le redressement du groupe La Poste et sa filiale Post-Bank. Même les plus sceptiques ne peuvent nier la promptitude du gouvernement à résoudre ces différentes situations. Au titre des avancées également, le projet de la loi de finances 2017 sera adopté aujourd'hui au cours d'une plénière. Car, selon les dispositions constitutionnelles, la session parlementaire dite budgétaire clos ses travaux avant la fin de l'année (après-demain). Et ce n'est qu'à partir de l'adoption de cette loi de finance que le relèvement du niveau d'exécution du budget pourra être effectif. Quant à la réorganisation générale des finances et la révision de la politique des subventions de l'État, elle devront certainement, elles aussi, encore attendre. Le social fait partie des volets dont le bilan sera au centre de toutes les attentions dans les 25 jours à venir. Notamment la politique de logement, l'inauguration et mise en activité du CHU Jeanne Ebori ; la restructuration de l'hôpital psychiatrique ; et l'optimisation de la prise en charge des malades mentaux et des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Au final, si chaque membre du gouvernement était attendu pour communiquer plus longuement sur l'évolution de ses priorités, il y a qu'en réalité, peu le font. Au point qu'il est difficile de mesurer l'action des uns et des autres. Le 20 janvier 2017 est donc une date importante pour la vie de la nation.

**Gouvernement / Ministère des Affaires présidentielles et de la Défense nationale
Étienne Massard Kabinda Makaga : la marque de confiance**

J.K.M
Libreville/Gabon

Ce biologiste passionné d'écologie se voit confier les rênes d'un département ministériel hautement sensible à plusieurs égards.

JUSQU'ALORS ministre, secrétaire général de la présidence de la République, chargé de la Défense nationale, Étienne Massard Kabinda Makaga a été nommé, avant-hier, ministre des Affaires présidentielles et de la Défense nationale. A 53 ans, ce biologiste de formation passionné d'écologie, se voit ainsi confier les rênes d'un département ministériel hautement stratégique élargi aux Affaires présidentielles. Autant dire une véritable marque de confiance, pour celui qui

est considéré par certains comme étant un fidèle du chef de l'État Ali Bongo Ondimba. Ces nouvelles charges ne devraient nullement le décontenancer, vu qu'avant son entrée au gouvernement, il a été secrétaire général de la présidence de la République. Un poste qui, tout naturellement, lui aura permis d'avoir la haute main sur le fonctionnement de l'administration de cette institution, tout en ayant un regard sur les questions environnementales, des Bourses et Stages et autres. Des thématiques qui lui tiennent véritablement à cœur. Ancien directeur général de l'Environnement, puis conseiller spécial chargé des questions environnementales, il est le principal artisan du Plan national climat avec, entre autres, à son actif, la conceptualisation d'un

diagnostic territorial des émissions de gaz à effet de serre, l'analyse des politiques sectorielles publiques au regard de l'atténuation et de l'adaptation des changements climatiques, etc. En outre, premier directeur de l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (Ageos) dès sa création en février 2010, il contribua à mettre sur pied le projet " Surveillance environnementale assistée par satellite". Déjà fonctionnel, celui-ci, selon les spécialistes, consiste à gérer et à analyser l'évolution de la forêt du bassin du Congo à partir d'images satellitaires. Tatillon et pointilleux, Étienne Massard Kabinda Makaga, selon certains de ses proches, serait une véritable bête de travail. A les entendre, il n'est pas rare de le voir tard dans la nuit

éplucher, seul dans son bureau, un ou plusieurs dossiers. Rien d'étonnant à leurs yeux. D'autant plus que, selon eux, il a un sens élevé du devoir et des responsabilités. Ce qui le pousse, à les entendre, à être très exigeant vis-à-vis de lui-même et de ses collaborateurs. Pour autant, cette image, qui renvoie à une certaine réussite, n'est pas du goût de tout le monde. Les pourfendeurs de Massard lui reprochent notamment d'être plus administratif que politique. C'est sur ce terrain qu'il est véritablement attendu par eux, particulièrement dans le 4^e arrondissement de la commune de Libreville, où l'ombre de l'ancien député du Parti démocratique gabonais (PDG), Jacques Adiahénot plane toujours comme un spectre. Certains vieux militants PDG



Photo : Bandoma

Étienne Massard Kabinda Makaga, ministre des Affaires présidentielles et de la Défense nationale.

de cette circonscription politique voient d'un mauvais œil son ambition avérée, selon eux, de les écarter. C'est dire qu'Étienne Massard Kabinda Makaga doit

se tailler une dimension politique à la hauteur de sa réputation d'administratif. Un challenge de plus dans la vie de ce grand commis de l'État.